

CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET DE PRESTATION

ARTICLE 1 : DEFINITION

Article : Article du Contrat.
CEE : Certificats Economies d'Energies
Client : Personne(s) physique(s) agissant à titre privé et disposant de leur pleine capacité, qui commande un Equipement au Prestataire,
Commande : Commande régie par les présentes Conditions Générales effectuée par le Client et qui contient l'offre commerciale du Prestataire et le bon de commande ou le devis,
CGV : Les présentes Conditions Générales de Vente et de Prestation,
Contrat : Le présent contrat de vente de l'équipement, se composant des Conditions Générales, du devis ou du bon de commande, du Mandat et de ses annexes éventuelles,
Equipement : l'installation commandée par le Client ainsi que les éventuelles options figurant dans la commande,
Mandat : Mandat du Client au Prestataire pour agir pour son compte et en son nom afin d'effectuer les démarches administratives nécessaires,
Mise en Service de l'Equipement (Date) : Début de production d'électricité par l'Equipement,
Mis en Service du Raccordement : Le cas échéant, date de raccordement par le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité de l'Equipement au réseau public de distribution d'électricité,
GRD : Gestionnaire du réseu public de distribution d'électricité auquel le Site est raccordé,
Parties]] : Le Client et le Prestataire,
Prestature : la société GROUPE ENR ENR, SARL au capital de 50 000 €, immatriculée au RCS de Montauban sous le numéro 851 566 455, représentée par son Gérant domicilié en cette qualité au siège social sis 11 RUE KARL MARX 82000 MONTAUBAN,
Site : Lieu d'installation et/ou de production et de consommation (le cas échéant) du Client,
Visite Technique : visite sur le Site d'un technicien du Prestataire permettant de confirmer la faisabilité technique du projet d'installation de l'Equipement.

ARTICLE 2 : CHAMP D'APPLICATION - OBJET

Conformément à la réglementation en vigueur, les présentes CGV sont systématiquement communiquées à tout Client, préalablement à toute passation de commande, de sorte que toute commande de produits ou de prestation de service implique de la part du Client, l'acceptation sans réserve des présentes CGV, sous réserve des éventuelles dérogations écrites consenties par le Prestataire dans le bon de commande. Le Client reconnaît avoir pris connaissance des présentes CGV et les avoir acceptées, de telle sorte qu'elles lui sont pleinement opposables, conformément à l'article 1119 du Code civil.
Les présentes CGV définissent les conditions de la vente et de l'installation de l'équipement et/ou de la prestation de service commandée ainsi que les modalités d'exécution des services optionnels éventuellement souscrits par le Client, notamment l'assistance administrative.
Le présent contrat est constitué par :
- le bon de commande ou le devis,
- les présentes CGV,
- les mandats,
- les éventuels avenants et annexes.
Le Client atteste avoir pris simultanément connaissance et accepté l'ensemble des documents listés ci-dessus. La signature du devis emporte reconnaissance par le Client de sa réception et parfaite compréhension, avant souscription du contrat, de l'ensemble des informations précontractuelles visées par les articles L. 111-1 et suivants du code de consommation.

ARTICLE 3 : DEVIS - COMMANDE

Toute commande résulte soit de la signature d'un devis par le Client, soit d'un bon de commande du Prestataire signé du Client.
Le cas échéant la durée de validité du devis émis par le Prestataire est indiquée sur celui-ci. A l'expiration de la durée de validité, le devis devient caduc.
La Commande est formée dès signature du bon de commande ou du devis par le Client.

ARTICLE 4 : CONDITIONS SUSPENSIVES

La Commande est conclue sous les conditions suspensives suivantes :
- la commande/elle est requise par la réglementation, obtention par le Client de l'autorisation administrative relative à l'installation de l'équipement (réception de la déclaration préalable des travaux ou permis de construire), et absence de recours dans les délais légaux à l'encontre de cette autorisation ;
- lorsque le Client indique par écrit au moment de la passation de la commande qu'il entend financer en tout ou partie l'équipement par un prêt : obtention par le Client du prêt auprès de l'établissement de crédit sollicité. A défaut de la production par le Client dans les deux mois suivant la passation de la commande d'un document émanant d'un établissement de crédit justifiant du refus de l'obtention du prêt sollicité, cette condition sera réputée remplie et ne pourra plus donner lieu à annulation de la commande ;
- lorsque/elle est jugée nécessaire par le Prestataire, la validation de la faisabilité technique de l'installation de l'équipement lors de la Visite Technique réalisée par le Prestataire après la Commande, ayant pour objectif de vérifier la faisabilité technique de l'installation dans le respect des règles de l'art et de la réglementation en vigueur ainsi que la conformité de l'installation au projet proposé (le cas échéant, un nouveau devis sera émis par le Prestataire).
- l'absence de matériaux contenant de l'amiante en toiture et dans toutes les zones dans lesquelles une partie de l'équipement est susceptible d'être installé (câblage, onduleurs, etc.). Dans ce cas la Commande est réputée caduque.
- la définition par le GRD de conditions (coût, délai) de raccordement de l'Equipement au réseau public de distribution d'électricité correspondant à la moyenne observée pour ce type d'installations.
- la réalisation / défaillance des conditions suspensives relatives à l'autorisation administrative et au financement, et fournit les documents justificatifs correspondants. Toute information communiquée sans justificatif sérieux et émanant d'un établissement bancaire ne pourra être prise en considération,
- la non réalisation éventuelle de la condition relative au financement dans la mesure où il peut y renoncer puisqu'elle est stipulée à son seul bénéfice.
Le Prestataire informe, quant à lui, le Client par écrit de la défaillance éventuelle de la condition suspensive relative à la Visite Technique.
A défaut de réalisation de l'une des conditions suspensives dans les six (6) mois suivant la date de signature de la commande, celle-ci est réputée caduque, sauf si la condition suspensive non réalisée et celle stipulée au bénéfice du Client et que celui-ci a expressément renoncé.
Le défaut d'obtention par le Client de son financement dans les trois (3) mois suivant la passation de la commande ouvre la possibilité au Prestataire de résilier unilatéralement la commande sans indemnité ou contrepartie de quelque nature.

ARTICLE 5 : PRIX - PAIEMENT

Les prix des produits, fournitures et services sont ceux du tarif du Prestataire applicable au jour de la commande. Ils ne comprennent pas les frais éventuels de conditionnement, transport, déplacement, installation, vacation, taxes et droits divers qui les grèvent et sont à la charge du Client qui s'oblige à les acquitter en même temps que son paiement sur le document de commande. Toute modification du taux de la TVA est applicable, immédiatement aux sommes non échues.
Les sommes versées d'avance par le Client sont des acomptes. Aucun acompte n'est consenti pour paiement comptant ou anticipé.
- A défaut de mention contraire, les factures sont payables en totalité, au comptant au siège du Prestataire, par chèque ou virement. Les effets ou acceptations de paiement différés ne font ni novation, ni dérogation aux autres clauses des présentes ; les frais y afférents sont supportés par le Client qu'il y oblige.
- Le défaut de paiement, à réception de la facture ou à son exacte échéance, entraînera de plein droit, sans qu'il, soit besoin d'une mise en demeure :
- l'illégitimité immédiate de toutes les sommes restant dues que soient les modalités de paiement convenues avec le Client,
- l'exploitabilité des intérêts moratoires calculés à un taux égal à 1,5 fois le taux légal, outre, à titre de clause pénale, d'une indemnité forfaitaire et irréductible égale à 15% des sommes dues avec un minimum de 100 euros HT, la suspension des services du Prestataire et l'annulation de sa garantie et/ou responsabilité pour les produits, fournitures et services imputés.

ARTICLE 6 : FINANCEMENT

En cas de vente à crédit, ladite vente est régie par les articles L. 311-20 et suivants, lesquels sont repris dans le formulaire d'offre préalable de crédit, signé en même temps que le contrat de vente à domicile.
Le Client devra fournir au partenaire financier du Prestataire les pièces exigées par ce dernier et nécessaires à l'étude de son dossier. Le paiement convenu au bon de commande se fera directement par le partenaire financier du Prestataire, conformément à ce qui a été convenu entre ce dernier et le Client dans le contrat de financement.
En cas de refus de financement sollicité auprès du premier partenaire financier, le Client autorise expressément le Prestataire à formuler, à son initiative, son propre dossier de financement auprès d'un autre partenaire financier équivalent ou plus avantageux auprès des autres partenaires financiers, que le Client s'engage à accepter sans réserve.

ARTICLE 7 : FACULTE DE RETRACTATION

Le Client consommateur bénéficie des dispositions des articles L221-18 et suivants du Code de la Consommation. En conséquence, le Client peut renoncer à sa commande dans les quatorze (14) jours (jours fériés compris) suivant la passation de la Commande. Jusqu'à l'expiration d'un délai de sept jours démarant le lendemain de la date de passation de la Commande, le Prestataire s'interdit de recevoir quelque contrepartie que ce soit de la part du Client au titre du Contrat. Il est précisé que ce délai démarre le jour suivant la date de passation de la Commande et si ce délai expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, il expire le premier jour ouvrable suivant.
En cas de Visite Technique préalable, le Client peut renoncer à sa Commande dans les sept (7) jours (jours fériés compris) suivant la Visite Technique.
Le formulaire de rétractation détachable figure en bas des présentes CGV.
Le Prestataire remboursera tous les paiements reçus par le Client, y compris les frais de livraison directement versés au Prestataire (à l'exception des frais supplémentaires découlant du choix du Client pour un mode de livraison dérogatoire à la livraison standard proposée par le Prestataire). Le remboursement aura lieu sans retard excessif et au plus tard quatorze (14) jours à compter de la réception de la décision de rétractation du Client et selon le

même moyen de paiement que celui utilisé par le Client. Le Prestataire se chargera de récupérer à ses frais les produits.
La responsabilité du Client n'est engagée qu'à l'égard de la dépréciation du bien résultant de manipulations autres que celles nécessaires pour établir la nature, les caractéristiques et le bon fonctionnement de ce bien.
L'attention du Client est attirée sur le fait qu'en application de l'alinéa 3 de l'article L. 221-28 du Code de la consommation, le droit de rétractation n'est pas applicable à la fourniture de biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés.

ARTICLE 8 : LIVRAISON - INSTALLATION - EXECUTION DE LA PRESTATION

La livraison des produits et l'exécution de la prestation sont effectuées à l'adresse indiquée par le Client sur le bon de commande ou le devis signé et se fera dans le délai indiqué sur le bon de commande, ou sur le devis, sous réserve, le cas échéant, que le montant de l'acompte exigible ait été versé par le Client.
Si les produits ou équipements livrés ou la prestation n'a pas été réalisée dans les délais convenus, le Client pourra exercer sa décision de suspendre son obligation de paiement, ou résoudre le contrat, dans les conditions prévues au Code de la consommation. Les sommes versées par le Client en cas de paiement comptant lui seront alors restituées au plus tard dans les quatorze (14) jours qui suivent la date de dénonciation du contrat, à l'exécution de toute indemnisation ou retenue.
Toutefois, ce délai peut être prorogé en cas de survenance d'un cas fortuit, d'un cas de force majeure, ou d'une cause légitime de suspension du délai, du nombre de jours pendant lesquels l'événement considéré fait obstacle à l'installation, tel que :
- les intempéries ayant une incidence sur la sécurité des intervenants sur le chantier,
- la grève,
- les aléas techniques non prévisibles rencontrés lors de l'installation et notamment la nécessité d'adapter l'installation du fait de la communication par le Client d'informations erronées ou incomplètes ;
- les aléas raisonnablement imprévisibles liés au transport des pièces composant l'équipement ;
- l'impossibilité d'accéder dans des conditions normales à la maison ou à la toiture, au terrain d'assiette ou de procéder à la livraison ou à l'installation du fait du Client ou d'un tiers ;
- la non-conformité du réseau électrique du Client aux normes en vigueur à la date prévisionnelle de l'installation. Lorsqu'elle est constatée, cette non-conformité doit impérativement faire l'objet, à charge exclusive du Client, d'une mise aux normes effectuée par un professionnel en préalable à l'installation de l'équipement ;
- lorsque l'équipement est destiné à une implantation au sol, la découverte de sols ou sous-sols inaptes à recevoir l'équipement sans aménagements spécifiques ; ou l'existence en sous-sols de réseau ne permettant pas la réalisation des fondations requises.
- En cas de prorogation du délai d'installation, le Prestataire en informe le Client.
- Le Prestataire se réserve le droit de facturer des frais supplémentaires pour les installations présentant des contraintes techniques spécifiques découvertes en cours de chantier générant un surcoût.
A l'issue des travaux, les éléments éventuellement déposés ou les gravats résultant des travaux sont laissés à la disposition du Client, ces éléments étant considérés comme des déchets appartenant au Client, dont l'évacuation relève de sa seule responsabilité.

ARTICLE 9 : RECEPTION - MISE EN SERVICE

Une fois l'installation de l'équipement achevée, les Parties procèdent à la réception de l'équipement, le cas échéant, dans les conditions fixées par l'article 1792-6 du code civil. Si le Client est indisponible à la fin de l'installation, le Prestataire propose une nouvelle date de rendez-vous pour procéder à la réception. L'absence du Client à cette seconde réunion et la Mise en Service effective de l'équipement emportent réception tacite de l'équipement, ce que le Client accepte expressément.
Lorsqu'il est requis, le raccordement de l'équipement au réseau public de distribution d'électricité ainsi que la Mise en Service du Raccordement relèvent de la responsabilité exclusive du GRD. Le Client reconnaît avoir été informé et avoir accepté que les frais de raccordement et de Mise en Service de son installation sont à sa charge, ce qu'il a accepté et que des délais sont nécessaires à la Mise en Service de son installation, lesquels dépendent uniquement des organismes compétents. Le prix du raccordement n'est pas fixe mais varie en fonction de chaque situation. En effet, si des travaux d'extension du réseau sont à prévoir ou encore des boîtiers de protection à rajouter, le prix peut être plus important que la moyenne. Le GRD est la seule entité pouvant évaluer ce prix. Un ordre de raccordement est envoyé au Client précisant la solution retenue et le coût qui lui sera facturé. En cas de devis de raccordement anormalement élevé, le Client peut se rapprocher de l'autorité concédante (Autorité Organisation de Distribution de l'Electricité - AODE) du réseau sur lequel sera raccordée l'installation de production. Le délai normal d'obtention du devis de raccordement est fixé entre 3 et 6 mois. Le producteur a 3 mois pour accepter l'ordre de raccordement. Le Prestataire ne peut toutefois garantir ni s'engager sur ces délais dont il n'a pas la maîtrise. Sa responsabilité ne saurait donc être engagée s'agissant des délais de Mise en Service de l'installation.
Lorsque le Client ou du Client, un technicien du Prestataire est présent lors de la Mise en Service du Raccordement et procède à la Mise en Service de l'équipement de manière simultanée. Il vérifie alors le bon fonctionnement de l'équipement et remet au Client la notice d'utilisation et d'entretien de l'équipement.

ARTICLE 10 : RESERVE DE PROPRIETE - TRANSFERT DE RISQUE ET DE PROPRIETE

Le Prestataire a sur tout le matériel qui lui est confié par le Client pour entretien, rechargement, ré épreuve, réparation, ou toute autre opération, un droit de rétention et de préférence en garantie de toute ses créances même nées à propos d'opérations antérieures ou étrangères au matériel retenu.
Le transfert de propriété des produits et fournitures vendus par le Prestataire est suspendu jusqu'au paiement intégral du prix en principal et accessoires, et ce compris tous frais de transport et autres, tous droits et taxes. En cas de saisié réalisée par un tiers avant complet paiement, le Client s'engage à indiquer que le Prestataire est propriétaire de l'équipement et à l'informer immédiatement de la saisie. Le Client s'interdit de céder l'équipement avant le complet paiement du prix.
Le transfert des risques de l'équipement s'opère au fur et à mesure de l'installation de ses composants en toiture ou, pour les équipements installés au sol, dès le déchargement de l'équipement sur le Site et il incombe en conséquence dès ce moment au Client de prendre toutes dispositions pour assurer les dommages causés à/ou par les produits vendus. Le Client doit donc prendre l'initiative de souscrire à ses frais les assurances adaptées à la couverture de ce risque et de prévenir son assureur en conséquence.

ARTICLE 11 : OBLIGATIONS DU CLIENT

Le Client reconnaît avoir été parfaitement informé du mode de fonctionnement du produit vendu ou vérifié. Il s'engage, outre le respect des clauses présentes, à :
- Transmettre au Prestataire des informations sincères, fiables et véridiques pour la bonne exécution de sa prestation,
- Ne pas conditionner son engagement et son consentement, au titre du présent contrat, à l'existence et/ou de l'obtention des aides financières publiques, primes et/ou subventions, dont le client reconnaît avoir été informé par le Prestataire ; l'absence de primes et/ou subventions ou leur défaut d'obtention ne peuvent donc en aucun cas permettre au Client de ne pas régler les sommes dues au Prestataire et/ou de s'opposer au paiement de l'intégralité du prix.
- Respecter les indications et prescriptions du Prestataire et des fabricants quant à l'utilisation, la conservation, l'entretien, la vérification, le rechargement et la protection desdits produits et Equipements,
- Vérifier la qualité des techniciens et agents vérificateurs du Prestataire, sous accrédités à visiter la Clientèle, et interdire toute intervention étrangère au Prestataire, pour quelque motif que ce soit, sur les Equipements et produits vendus ou vérifiés,
- Assister lui-même, ou le cas échéant, déléguer une personne de confiance pour assister aux opérations de réception ou de maintenance effectuées sur place, signer les bons correspondant, certifiant ainsi de leur bonne exécution,
- N'effectuer aucune modification ou détérioration volontaire sur les produits vendus ou vérifiés,
- se conformer aux obligations de sa police d'assurance.
Dans l'hypothèse où le Client ne se conformerait pas aux obligations résultant des présentes, la responsabilité ou la garantie du Prestaire ne pourrait être, ni engagée, ni recherchée.

ARTICLE 12 : GARANTIES ET ASSURANCES

Le Client bénéficie d'une garantie légale de conformité régie par les dispositions des articles 217-1 et suivants du code de la consommation et d'une garantie contre les vices cachés de la chose vendue qui lui rendent inopposable l'usage auquel elle est destinée sur le fondement des articles 1641 et suivants du Code civil. Ces garanties légales s'appliquent indépendamment des garanties commerciales du Prestataire.
L'obligation du Prestataire au titre de la garantie contre les vices cachés est limitée à son choix, à la réparation, au remplacement ou au remboursement de la valeur factuelle des produits ou éléments reconnus défectueux après examen contradictoire, à l'exclusion de la réparation de tout préjudice de quelque nature que ce soit. Les opérations liées à cette garantie contractuelle s'effectuent par le Prestataire gratuitement, pièces et main d'œuvre. Sont exclus de la présente garantie de façon générale, tout non-fonctionnement ou défectuosité provenant d'une mauvaise utilisation, d'une négligence ou d'un défaut d'entretien de la part du Client, ainsi que tout dommage résultant de l'usure normale du bien ou d'un événement de force majeure. La garantie ne s'applique pas non plus au cas de détérioration ou d'accident provenant de choc, chute, ou bien en cas de transformation du produit.
Conformément à l'article L.111-4 du Code de la consommation, le Fournisseur indique au client que les pièces détachées indispensables à l'utilisation des produits sont disponibles pendant une durée de 5 ans à compter de l'installation.
La responsabilité du Prestaire ne pourra être recherchée ou engagée à quelque titre que ce soit, s'il n'est nullement établi par le Client que le produit ou la chose a été utilisé ou employé conformément aux prescriptions d'utilisation et qu'en tout état de cause, l'installation est conforme aux exigences des lois et règlements en vigueur en cette matière.
Le Prestaire est assuré au titre de son activité professionnelle, auprès de la compagnie MAAF sis Chaury - 79036 NORD Cèdex 9, par une assurance responsabilité décennale et civile professionnelle, sous la référence de police 131154839 U 001.
Il appartient au Client de faire assurer les produits achetés ou l'équipement commandé auprès du Prestataire contre les risques de toute nature, que le client reconnait et accepte expressément

ARTICLE 13 : LIMITATION DE RESPONSABILITE

L'obligation du Prestataire se limite à la livraison et à l'installation de l'équipement et/ou à l'exécution de la prestation d'entretien.

Le Prestaire ne peut s'engager :

- sur la quantité d'électricité produite par l'installation solaire du Client, ni sur la quantité d'électricité revendue, lesquelles dépendent de nombreux paramètres dont le Prestataire n'a pas la maîtrise, notamment les conditions météorologiques et les consommations personnelles du Client,
 - sur le tarif de rachat de l'électricité produite par l'installation solaire du Client sur lequel il n'a pas de maîtrise, étant précisé que la date, à laquelle la demande de raccordement adressée par le Client, au fournisseur d'énergie, est considérée comme complète, détermine le tarif d'achat,
 - sur une réduction de la facture énergétique du Client, cette réduction dépendant notamment du comportement et de l'utilisation habituelle du Client.
- Par ailleurs, le Prestataire ne peut garantir l'obtention des aides financières liées aux CEE, lesquels permettent de quantifier les économies d'énergies réalisées par le produit / service par rapport à son efficience et sa durée de vie.
Enfin, le Prestataire est dégagé de toute responsabilité en cas :
- d'intervention de tiers (dont le Client) sur l'équipement,
- de mauvaise utilisation de l'équipement,
- de dysfonctionnement au sens de il ne serait pas directement responsable, notamment ceux occasionnés par le réseau électrique,
- en cas de force majeure au sens de la jurisprudence des juridictions françaises,
- en cas de modification des conditions d'achat de l'électricité produite.
- Quel que soit le fait générateur, le Prestataire ne pourra être tenu pour responsable des préjudices non directement liés à l'équipement ou aux prestations, objet des présentes.

ARTICLE 14 : DEMARCHES ADMINISTRATIVES – DEMANDES D'AIDES GOUVERNEMENTALES

Le Client a connaissance avoir été informé par le Prestataire que la production commerciale peut nécessiter des démarches et formalités administratives, notamment déclaration en mairie, lesquelles impliquent spécifiquement au Client, de même que les frais qui en découlent.
A la demande du Client, et sous réserve de la régularisation d'un mandat en bonne et due forme, le Prestataire pourra se charger de :
- composer et déposer un dossier administratif de demande préalable auprès de la mairie (cerfa, plan de situation de terrain, plan de toiture, représentation de la forme d'installation...)
- s'occuper de la certification par Consuel (organisme officiel qui certifie la conformité de l'installation électrique d'un bâtiment,
- s'occuper de la demande de raccordement au réseau du GRD,
- s'occuper des demandes d'aides gouvernementales.

ARTICLE 15 : PROPRIETE INTELLECTUELLE

Le Prestataire conserve l'ensemble des droits de propriété industrielle et intellectuelle afférents aux produits (photos et documentations techniques). Ces éléments ne pourront faire l'objet ni d'une reproduction, ni d'une exploitation, sous quelque forme et de quelque façon que ce soit, sans l'accord écrit et préalable du Prestataire. Le Client s'engage en outre à ne faire aucun usage des données et droits de propriété industrielle et intellectuelle appartenant ou confié au Prestataire qui serait susceptible de lui porter préjudice.

ARTICLE 16 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles collectées par le Prestataire via le devis ou le bon de commande (nom, prénom, adresse, téléphone, adresse électronique, etc.) sont enregistrées dans notre fichier de clients et principalement utilisées pour la bonne gestion des relations avec le Client et le traitement des commandes. L'accès aux données personnelles est strictement limité aux préposés du Prestataire, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions. Les informations personnelles collectées seront conservées aussi longtemps que nécessaire jusqu'à la fin des périodes de garanties liées aux prestations réalisées.
Le Prestataire s'engage à ne pas vendre, louer, céder ou donner accès à des tiers aux données sans consentement préalable du Client, à moins d'y être contraints en raison d'un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l'abus, exercice des droits de la défense, etc.)
Les destinataires des données sont intégralement situés au sein de l'Union européenne. Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, le Client bénéficie d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité et d'effacement de ses données ou encore de limitation du traitement. Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données le concernant.
Le Client peut ainsi, sous réserve de la production d'un justificatif d'identité valide, exercer ses droits en contactant, le délégué à la Protection des Données Personnelles désigné au sein de l'entreprise du Prestataire, à l'adresse du siège social. Dans le cas où le client ne souhaiterait pas/plus recevoir des messages promotionnels et invitations via courriers électroniques, messages SMS, appels téléphoniques et courriers postaux, celui-ci a la possibilité d'indiquer son choix lors de la finalisation de sa commande, de modifier son choix en contactant le délégué à la Protection des Données Personnelles dans les conditions évoquées ci-avant. Pour toute information complémentaire ou réclamation, le client peut contacter la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

ARTICLE 17 : NULLITE PARTIELLE - MODIFICATION DU CONTRAT

Si l'une ou l'autre des stipulations du Contrat était ou devenait caduque, l'application des autres dispositions contractuelles n'en serait pas affectée, sous réserve que les conditions économiques ou juridiques du Contrat demeurent équivalentes. Les Parties s'engagent à négocier de bonne foi le remplacement de la disposition caduque par une disposition aussi comparable que possible, préservant l'intention initiale des Parties et respectant les conditions économiques et juridiques du Contrat telles que voulues lors de sa conclusion.
Le Contrat ne peut être modifié que par accord écrit et signé des Parties, formalisé par un avenant.
Le Contrat exprime l'intégralité des engagements des Parties en ce qui concerne l'objet du dit Contrat ; il remplace et annule toute autre convention ou engagement antérieur, écrit ou oral, concernant cet objet.
Le fait pour une Partie de tolérer un manquement quelconque de l'autre Partie dans l'exécution de ses obligations aux termes du Contrat ne peut en aucun cas être interprété comme une renonciation tacite au bénéfice de ces obligations.

ARTICLE 18 : DROIT APPLICABLE - LITIGES - MEDIATION

Les présentes CGV et les opérations qui en découlent sont régies par le droit français.
L'ordonnance n°2015-1033 du 20 août 2015 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation dispose que tout consommateur a le droit de recouvrir gratuitement au médiateur de la consommation en vue de la résolution amiable du litige qui l'oppose à un professionnel. A cet effet, le professionnel garantit au consommateur le recours effectif à un dispositif de médiation de la consommation. En cas de litige, le Client doit s'adresser en priorité au service Clients du Prestataire par téléphone (du lundi au vendredi sauf jour férié ou chômé, de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00) ou par courrier postal, le numéro de téléphone et l'adresse figurant au recto des présentes CGV. Le Client trouvera, sur le site de la médiation de la consommation, toutes les informations qui lui permettront d'exercer son droit à la médiation, dans les conditions prévues au titre Ier du livre VI du code de la consommation. En absence de solution dans les 21 jours qui suivent la demande du Client, il pourra saisir le Centre de Médiation à la Consommation Conciliateurs de Justice - 49, rue de la Ponthieu – 75008 PARIS [https://www.cm2c.net/contact.php - mail : cm2c@cm2c.net – tél. : 01 89 47 00 14], qui recherchera gratuitement un règlement amiable.
En cas d'échec de la médiation, le Client pourra porter le litige devant les juridictions compétentes dans les conditions de droit commun.

EXTRAIT DU CODE DE LA CONSOMMATION

Article L221-5 :

- 1° Préalablement à la conclusion d'un contrat de vente de biens ou de fourniture de services, de contenu numérique ou de services numériques, le professionnel fournit au consommateur, de manière lisible et compréhensible, les informations suivantes :
1° Les caractéristiques essentielles du bien, du service, du service numérique ou du contenu numérique ;
2° Le prix du bien, du service, du service numérique ou du contenu numérique, en application des articles L. 112-1 à L. 112-4 ;
3° La date à laquelle ou le délai dans lequel le professionnel s'engage à livrer le bien ou à fournir le service, le service numérique ou le contenu numérique ;
4° Les informations relatives à son identité, à ses coordonnées postales, téléphoniques et électroniques, aux modalités de résiliation, aux modes de règlement des litiges, aux autres conditions contractuelles et, le cas échéant, aux coûts de l'utilisation de la technique de communication à distance, à l'existence de codes de bonne conduite et aux cautions et garanties financières ;
5° S'il y a lieu, les informations relatives aux garanties légales, aux fonctionnalités, à la compatibilité et à l'interopérabilité du contenu numérique, du service numérique ou du bien comportant des éléments numériques, aux autres conditions contractuelles et, le cas échéant, à l'existence de toute restriction d'utilisation de logiciel ;
6° La possibilité de recourir à un médiateur de la consommation dans les conditions prévues au titre Ier du livre VI ;
7° Lorsque le droit de rétractation existe, les conditions, le délai et les modalités d'exercice de ce droit ainsi que le formulaire type de rétractation, dont les conditions de présentation et les mentions qu'il contient sont fixées par décret en Conseil d'Etat ;
8° Le délai échéant, le fait que le consommateur supporte les frais de renvoi du bien en cas de rétractation et, pour les contrats à distance, le coût de renvoi du bien lorsque celui-ci, en raison de sa nature, ne peut normalement être renvoyé par la poste ;
9° L'information sur l'obligation du consommateur de payer des frais lorsqu'il exerce son droit de rétractation d'un contrat de prestation de services, de distribution d'eau, de fourniture de gaz ou d'électricité et d'abonnement à un réseau de chauffage urbain dont il a demandé expressément l'exécution avant la fin du délai de rétractation, ces frais sont calculés selon les modalités fixées à l'article L. 221-25 ;
10° Lorsque le droit de rétractation ne peut être exercé en application de l'article L. 221-28, l'information selon laquelle le consommateur ne bénéficie pas de ce droit et, le cas échéant, les circonstances dans lesquelles il le perd ;
11° L'application d'un prix personnalisé sur la base d'une prise de décision automatisée, s'il y a lieu. La liste et le contenu de ces informations sont précisés par décret en Conseil d'Etat. [...]



SI VOUS ANNULEZ VOTRE COMMANDE, VOUS POUVEZ UTILISER LE FORMULAIRE DETACHABLE CI-CONTRE ANNULATION DE COMMANDE. (Vous pouvez utiliser le formulaire détachable ci-dessous) Compléter et signer le formulaire. L'envoyer en lettre recommandée avec

AR ai siège de l'entreprise. L'expédier au plus tard le quatorzième jour ouvrable à partir du jour de la commande.

Je soussigné, _____, déclare annuler la commande ci-après :

Devis ou Bon de commande N° : _____ Date de la commande : _____ / _____ / _____

Nom du conseillé : _____

Nom et Prénom du client : _____

Adresse du client : _____

SIGNATURE :